

Les États-Unis, une puissance régionale très active

→ Voir **COURS** p. 194.
→ Voir **COURS** p. 208.
→ Voir **CARTE** p. 214.

Au nom de la doctrine Monroe, les États-Unis voient « l'hémisphère occidental » comme une chasse gardée. Leur PNB représente le double du PNB de tous les autres États du continent. Ils sont particulièrement présents dans leur « arrière-cour », l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Destination des exportations des États d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes

En % du total des exportations	2005	2010
Amérique du Sud, centrale et Caraïbes	24	26
Amérique du Nord (ALENA)	36	24
Asie/Pacifique	13	23
Europe	18	19
Autres (Afrique, Moyen-Orient, CEI, etc.)	9	8

1 Le commerce

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1933 : Roosevelt propose une politique de « bon voisinage » en Amérique.

1934 : Les États-Unis renoncent à leur protectorat sur Cuba et évacuent Haïti.

1946 : Ouverture au Panama de l'École des Amériques, dans laquelle les États-Unis forment les militaires de tout le continent.

1948 : Création de l'OEA (Organisation des États américains), dont le siège est à Washington.

1954 : L'aviation des États-Unis appuie un coup d'État au Guatemala.

1961 : Opération ratée contre le régime de Castro à Cuba (débarquement dans la baie des Cochons).

1962 : Cuba est exclu de l'OEA, puis frappé d'embargo après la crise des fusées entre les États-Unis et l'URSS.

1982 : Guerre aux Malouines entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Les États-Unis soutiennent le Royaume-Uni, en violation de la doctrine Monroe.

1990 : Les États-Unis proposent une zone de libre-échange pour toute l'Amérique. Elle est abandonnée en 2005.

1994 : Entrée en vigueur de l'ALENA (voir p. 215).

1995 : Entrée en vigueur du MERCOSUR (voir p. 215).

2 Le « bon voisinage »

Dans son discours inaugural du 4 mars 1933, Roosevelt propose une politique de « bon voisinage », qui s'applique d'abord au continent américain, comme le montre ce traité signé par les États-Unis.

Art. 8. Aucun État n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre État. [...]

Art. 10. Le premier intérêt des États est la conservation de la paix. Les différends de toute nature survenant entre eux doivent être réglés par des méthodes pacifiques reconnues.

Art. 11. Les États signataires se fixent comme règle de conduite définitive de ne pas reconnaître des annexions ou des avantages spéciaux obtenus par la force [...]. Le territoire d'un État est inviolable et ne peut faire l'objet d'une occupation militaire ou de toute autre mesure de force imposée par un autre État, directement ou indirectement, ou pour tout motif, même temporairement.

Convention de Montevideo sur les droits et les devoirs des États, 26 décembre 1933, signée par les États-Unis et les autres États membres de la Conférence internationale des États américains. Traduit par G. Le Quintrec.

3 L'Amérique face au « communisme international »

John F. Dulles justifie ici le coup d'État, soutenu par les États-Unis, contre le gouvernement Arbenz au Guatemala. Celui-ci avait engagé une réforme agraire qui lésait les entreprises américaines comme United Fruit.

Les agitateurs communistes se sont employés à infiltrer les organisations publiques et privées du Guatemala. [...] Se présentant comme des « réformateurs », ils organisent les ouvriers et les paysans sous direction communiste. [...] À Caracas, en mars dernier, les États américains [...] ont déclaré que « la domination ou le contrôle des institutions politiques d'un État américain par le mouvement communiste international constituerait une menace sur la souveraineté et l'indépendance politique des États américains, mettant en danger la paix en Amérique ». [...] Le gouvernement du Guatemala et les agents communistes dans le monde ont sans cesse tenté de cacher la réalité de l'impérialisme communiste, en prétendant que les États-Unis n'auraient qu'un objectif, protéger les intérêts économiques américains. Nous regrettons les tensions entre le gouvernement du Guatemala et la Compagnie United Fruit. [...] Mais c'est un fait assez secondaire. Tous ceux qui connaissent le caractère du peuple et du gouvernement des États-Unis doivent comprendre que notre préoccupation majeure est celle que nous avons, avec d'autres, exprimée à Caracas, à savoir le péril que fait peser le communisme international sur la paix et la sécurité de cet hémisphère.

John F. Dulles, secrétaire d'État, discours devant le Congrès, 30 juin 1954. Traduit par G. Le Quintrec.



Les États-Unis, puissance régionale

- Anciennes colonies européennes des Caraïbes, devenues des États indépendants
- Territoires sous souveraineté d'un État européen en 2012
- États-Unis et dépendances
- Principales bases militaires des États-Unis
- Canal de Panama, contrôlé par les États-Unis de 1903 à 1999

Les enjeux économiques

- Passage majeur pour le commerce international
- Flux d'immigrants clandestins
- Trafic de drogue

Les interventions des États-Unis

Interventions militaires directes :

- entre 1912 et 1934
- pendant la guerre froide
- après la guerre froide

Interventions indirectes :

- Mouvements armés soutenus par la CIA pendant la guerre froide
- État exclu de l'OEA et placé sous embargo par les États-Unis

4 L'« arrière-cour » des États-Unis depuis 1918

5 L'impérialisme du Pentagone

Hugo Chavez, président du Venezuela depuis 1999, est l'un des plus virulents adversaires des États-Unis. Il se réclame de Bolívar, le héros de l'indépendance et de l'unité de l'Amérique latine.

Le Pentagone, voilà la caverne de l'impérialisme. Le Pentagone [...] ne veut pas de changements. Il veut dominer le monde avec ses bases militaires, ses menaces, ses bombes, ses soldats envahisseurs. [...] Pourquoi n'a-t-on pas laissé le peuple d'Amérique latine et des Caraïbes forger son propre destin au cours du XX^e siècle ? On nous en a empêchés.

[...] Il faut en finir avec l'impérialisme. On se demande parfois [...] ce que serait l'Amérique aujourd'hui, l'Amérique latine, la nôtre, si les États-Unis, leurs gouvernements, n'avaient pas mis le grappin sur notre Amérique pour imposer leur modèle, réduisant à feu et à sang l'espoir et la lutte de nombreux peuples, de millions de personnes, mettant fin à l'aube naissante. [...] Ils ont envahi le Guatemala de Jacobo Árbenz Guzmán ; ensuite, il y a eu la baie des Cochons... seulement là, ils ont échoué, et Cuba est toujours révolutionnaire, Cuba est digne, mais bloquée... J'appelle Obama à lever l'embargo sur Cuba, qu'attend-il ?

Hugo Chavez, président de la République bolivarienne du Venezuela, discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, 24 septembre 2009.

QUESTIONS

Exploiter et confronter les documents

- Montrez que la politique de « bon voisinage » constitue un changement important dans les relations entre les États-Unis et le reste du continent. (**doc. 2 et 4**)
- En quoi la guerre froide affecte-t-elle le continent américain ? (**doc. 3 et 4**)
- De quelle accusation John F. Dulles se défend-il ici ? (**doc. 3**)
- Comment Hugo Chavez décrit-il les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine ? (**doc. 5**) Comparez sa vision à celle de J. F. Dulles. (**doc. 3**)
- Comment l'Amérique latine a-t-elle limité sa dépendance économique vis-à-vis des États-Unis ? (**doc. 1**)

Organiser et synthétiser les informations

- Présentez les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis 1918.

Utiliser les TICE

- Cherchez des informations sur le coup d'État de 1973 au Chili et montrez qu'il est caractéristique des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine pendant la guerre froide.